



L'Université tunisienne : entre localisation et internationalisation

Najem Dhaher*

Résumé

L'enseignement supérieur tunisien connaît depuis quelques années une mutation considérable tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Ces évolutions ont eu des effets à tous les niveaux. Par conséquent, l'organisation pédagogique a du mal à suivre les bouleversements de la démographie universitaire. Les locaux sont vite submergés et l'organisation de la recherche est mise en question. L'ouverture des frontières commerciales de la Tunisie accélère les mutations d'un système universitaire plutôt dévalorisé. La remise à niveau, qui bouscule usages et identités, ne va pas sans tensions internes. La coopération internationale se renforce tandis que l'université s'ouvre sur le monde des entreprises. Depuis le début des années 1990, un nombre d'étudiants croissant à un rythme très élevé se présente aux portes des universités tunisiennes. Cela a généré des réformes du système universitaire, une multiplication de l'espace universitaire et une nouvelle forme de son organisation urbaine dans la ville. Actuellement, l'université tunisienne est devant l'obligation de satisfaire non seulement les exigences de la démocratisation et de l'utilité socio-économique, mais aussi de faire face à de nouveaux défis tel que le chômage croissant des diplômés. D'un point de vue spatial, et à la recherche d'un certain équilibre territorial, voire régional, déjà absent jusqu'à la fin des années 1980, la tendance actuelle est de favoriser la proximité de l'université et de développer une stratégie d'investissement dans le savoir.

Abstract

Higher education in Tunisia has undergone in the past few years a lot of changes, both quantitatively and qualitatively. These developments are impacting universities at all levels. The pedagogical system can hardly keep up with the disturbing growth of the university population. The

* Université de Tunis. E-mail: najem_dhaher@yahoo.fr

infrastructure is quickly submerged and research organisation is now called into question. The opening of Tunisia's trade borders has sped up changes in the academic system which is already devalorized. Upgrading it disrupts habits and identities, which at times engenders domestic tensions. International cooperation is growing stronger while the university is being more and more open to private companies. There has been, since the early 1990s, a fast growing number of students scrambling for access to Tunisian universities, resulting in the adoption of reforms in the academic system, including the duplication of the academic space and a new form of its urban organisation in the city. The Tunisian university is now faced with the exigencies of not only democratisation, but also of its socio-economic usefulness. It is also confronted with the new challenges stemming from the growing unemployment rate among graduates. From a spatial standpoint and in the search for a territorial otherwise regional balance, which has been lacking until the late 1980s, there is an ongoing pattern which favours proximity to the university and the new development of strategies for investment in knowledge.

Introduction

Ces dernières années, l'enseignement supérieur tunisien et la représentation territoriale de l'espace universitaire commencent à soulever des débats nombreux. En Tunisie, les universités ne sont pas très nombreuses, contrairement à d'autres pays, mais elles sont en train de s'imposer comme un élément majeur de l'urbain. Ce redéploiement concerne leurs modalités de régulation interne et leurs modes d'intervention vis-à-vis de leur environnement proche. L'augmentation massive de la population étudiante est à l'origine de l'évolution des territoires universitaires. La croissance de l'université en Tunisie est liée au développement des industries et des biens d'équipement qui avaient besoin de main-d'œuvre qualifiée (techniciens, ingénieurs,...), et à l'expansion du secteur tertiaire et de l'urbanisation qui en résulte. Ainsi, l'implantation des établissements universitaires dans les petites et moyennes villes et la création d'une certaine proximité université-étudiant se sont avérées bénéfiques non seulement pour les usagers de l'espace universitaire, mais également pour la ville tout entière. Cependant, lorsque les universités, d'abord conçues avant tout comme des services publics, ont vocation à devenir des équipements de proximité, la manière dont on les distribue sur le territoire devient un enjeu important.

A la recherche d'un certain équilibre régional déjà absent jusqu'à la fin des années 1980, la tendance actuelle est de favoriser la proximité de l'université. Cette nouvelle situation, caractérisée par l'augmentation de la population étudiante et des lieux d'enseignement supérieur, ne va pas sans de multiples conséquences aussi bien pour l'université que pour la ville. La ville tunisienne

se restructure et subit de profondes modifications dans l'organisation de son territoire. Son espace connaît depuis la dernière décennie du siècle passé une nouvelle organisation en zones. Le logement, l'industrie, le commerce notamment par leurs grandes surfaces se redéployent, quittent le centre-ville. L'université a vraisemblablement subi cette même logique.

Nous essayons ici de présenter un constat de l'état actuel du développement quantitatif et qualitatif du paysage universitaire tunisien, à un moment où, d'une part, les réformes universitaires ne sont pas encore achevées et d'autre part, beaucoup de nouvelles institutions implantées dans les petites villes sont en phase de croissance. Il s'agit donc d'un travail qui se fait sur une réalité en train de s'opérer.

Tout d'abord, les fonctions de l'université consistant à fournir des diplômes aux marchés de l'emploi n'appellent a priori aucune définition de la relation avec la ville. Cependant, l'on peut se demander dans quelle mesure la présence d'un espace universitaire contribue à modeler certaines dynamiques urbaines, surtout dans les petites ou moyennes villes d'un pays en voie de développement comme la Tunisie. La décentralisation de l'université vers les villes de taille moyenne, revendiquée dans les régions par les collectivités locales avec la naissance de l'université de masse, est-elle en rapport avec les préoccupations du développement local ou de simple désengorgement des villes universitaires ? Y a-t-il eu intégration dans un projet plus large d'aménagement urbain ? Quelles sont les répercussions de l'internationalisation croissante des échanges commerciaux, intellectuels et universitaires sur le système tunisien d'enseignement supérieur ?

Le contexte historique

L'apparition de l'enseignement supérieur en Tunisie remonte loin dans l'histoire. Kairouan, la capitale d'Ifriqiya, fut, durant le Moyen Age, un grand foyer d'érudition. Dès la construction de Tunis par les Hafsidès comme nouvelle capitale d'Ifriqiya, la mosquée de la Zaytouna a pris la place de Kairouan dans le progrès scientifique du pays. A côté de la Zaytouna existaient les *medersa*. Les plus grandes universités islamiques étaient attachées à des mosquées : c'est le cas de la Zaytouna à Tunis, d'Al Azhar au Caire, d'Al Qarawiyyine à Fès et aussi de la Nizamiyya à Baghdad. Les *medersa* et les mosquées continuaient à abriter les cycles supérieurs de l'enseignement pendant plusieurs siècles. Durant la période coloniale, qui n'a guère favorisé le développement d'un enseignement supérieur moderne, on assista au déclin de l'enseignement qui se réduisit au seul apprentissage du Coran. Après 1956, date de l'indépendance du pays, une structure universitaire nationale

et moderne a été mise en place. En quelques années, plusieurs établissements d'enseignement supérieur furent créés jusqu'à la fondation de la première université tunisienne en 1960. Affichant à peine 10 000 étudiants jusqu'en 1970, les établissements universitaires en Tunisie n'ont pas quitté à cette date la capitale, Tunis. Ce n'est qu'avec la décision de l'Etat de décentraliser l'université au début des années 1970 que les établissements universitaires commencent à s'installer dans les villes côtières de Sfax, Monastir et Sousse.

Les effectifs étudiants : de la stagnation à l'explosion

L'accroissement des effectifs scolarisés en Tunisie est indiscutable et ce phénomène est particulièrement remarquable dans les dernières années. Affichant à peine plus de 5000 étudiants en 1965, l'enseignement supérieur en Tunisie prend lentement son essor à raison d'un taux annuel de croissance ne dépassant pas les 5 pour cent entre 1965/1966 et 1985/1986. A partir de là, c'est l'envol véritable avec un taux annuel de croissance avoisinant 11 pour cent entre 1986/1987 et 1997/1998 et près de 15 pour cent en 2000/2001, soit un développement quantitatif considérable dans les dernières années, qui correspond à l'amélioration et à l'efficacité interne du système éducatif. Quand on observe la progression des effectifs, force est de constater qu'elle ne suit pas une progression linéaire, alors que le phénomène de massification n'a pas encore atteint son apogée.

Tableau 1 : Evolution des effectifs étudiants de 1961 à 2008 :
(Inscrits dans les établissements universitaires publics)

Année	Etudiants	% filles
61/62	2310	5
65/66	5456	18.6
71/72	11069	22.9
75/76	17235	25.8
81/82	28449	33.0
85/86	41590	36.1
91/92	76097	40.5
95/96	112634	43.7
99/00	180044	50.4
02/03	262502	55.1
07/08	350828	59.1

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Technologie, 2008.

Le parcours scolaire qui mène à l'enseignement supérieur est long et sélectif. L'université se présente comme l'ultime étape d'un cursus éducatif long de treize ans. Les réformes de 1994 et l'installation de l'école de base depuis 1994 ont allégé la forte sélectivité qui caractérisait jusque-là l'enseignement primaire et secondaire. L'entrée à l'université est une étape importante du cursus, puisqu'elle est ouverte à tous ceux qui ont réussi leur baccalauréat. La tendance actuelle dans les universités tunisiennes est à la forte augmentation des effectifs étudiants, et de ce point de vue les étudiants représentent un fait statistique notable. Le nombre d'étudiants a connu une augmentation substantielle en atteignant 350.828 en 2007/2008, se traduisant par une amélioration significative du taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur, qui se situe actuellement autour de 36 pour cent contre 2,6 pour cent en 1966. Il convient de dire ici que cette croissance est due aux taux de scolarisation et aux réformes du système éducatif plus qu'à un effet démographique.

Les éléments de réponse apportés par une enquête longitudinale montrent que le recrutement social des étudiants a changé profondément de nature depuis l'indépendance. Contrairement à ce que l'on peut penser, le recrutement social des filles n'est pas différent de celui des garçons. Ces dernières représentent près de 60 pour cent des étudiants. Cependant, ce qui est évident actuellement, c'est que chaque groupe social a vu ses effectifs s'accroître dans l'enseignement supérieur tunisien. Le taux de scolarisation universitaire ne cesse de progresser dans le pays où de forts investissements ont été effectués à tous les niveaux de l'éducation. Le boom connu dans les cycles inférieurs a eu pour conséquence de booster l'enseignement supérieur. Pour la tranche d'âge 19-24 ans, le taux de scolarisation se situe en 2006-2007 à 34,6 pour cent contre 6,5 pour cent en 1984. D'ailleurs, sur un total d'environ 2,5 millions de jeunes scolarisés en 2006/2007, la part des étudiants ne cesse de croître pour atteindre près de 14 pour cent de la population scolarisée. La Tunisie est actuellement confrontée à une croissance rapide du nombre d'étudiants et à un chômage croissant des diplômés.

Malgré les taux de réussite qui ne cessent de s'améliorer pour arriver à 62 pour cent en 1994/1995 et à 71,3 pour cent en 2007/2008, les redoublements et les abandons pèsent encore sur le système universitaire tunisien. La production annuelle de l'université, qui était de 13.000 diplômés en 1994/1995, est passée à un peu plus de 55.000 en 2007/2008. Les 190 établissements de l'enseignement supérieur public sont répartis sur treize universités publiques (y compris l'université virtuelle). Dans ces établissements, le nombre des centres de recherche est de trente deux, celui des unités de recherche est

de 638 unités et celui des laboratoires est de 146, tandis que le nombre des chercheurs est de 15 833, soit presque 85 pour cent de l'ensemble des enseignants du supérieur.

Une nouvelle visibilité des acteurs universitaires

La Tunisie passe actuellement par un processus de mutation. Les choix économiques ont contribué à l'ouverture des frontières, phénomène que la signature d'accords tel que le GATT laissait augurer. Cette politique a des répercussions qui sont loin d'être uniquement commerciales. Outre qu'elle a engendré un débat de société, elle a eu des conséquences non négligeables sur la façon dont le patronat définit ses besoins en personnel qualifié. Elle a été l'un des éléments qui ont généré la stratégie de restructuration dont on perçoit désormais le sens aussi bien que les limites. L'enseignement supérieur tunisien est dominé par le secteur public qui a perdu relativement de sa compétitivité durant les dernières années, bien qu'il se soit développé considérablement au plan des effectifs et des institutions. Les transformations structurales du système, encore en cours, ont affecté les principaux acteurs universitaires, étudiants et enseignants. Aujourd'hui, la stratégie adoptée vise une convergence du système avec les normes internationales, tout en répondant aux besoins de l'économie et de l'administration tunisienne. L'université est désormais considérée comme un moteur pour le développement d'une économie qui se veut fondée sur le savoir. Mais les effets d'une stratégie orientée par le souci du nombre ont mis l'enseignement supérieur devant un défi majeur qui est celui d'assurer la qualité de la formation et la compétitivité des diplômés sur un marché de l'emploi national et international de plus en plus exigeant et concurrentiel (Zghal 2006). Le système éducatif tunisien, qui a mis le cap sur une modernisation de ses moyens pédagogiques, veut tirer profit des nouvelles technologies de l'information pour améliorer la qualité de ses services. Dans ce but, un vaste programme de numérisation des supports d'enseignement a été lancé. Il vise la mise en place de méthodes modernes d'enseignement et d'outils interactifs de communication entre l'étudiant et son environnement universitaire. Cependant, le nombre d'enseignants à l'université tunisienne, qui est passé de 4.225 en 1989-1990 à 18.608 en 2007-2008, reste insuffisant face à l'augmentation rapide du nombre d'étudiants, ce qui ne permet vraisemblablement pas d'atteindre les objectifs déjà fixés.

Tableau 2 : Niveaux d'études des enseignants (2007/2008)

Licence/maîtrise	3147
DEA/Mastère	4712
Doctorat	8008
Médecins, CHU, Autres	2841
Total	18608

Source : Selon BEPP- MESRST- 2008- Tunis

Les universités sont en train d'affronter le problème de l'insuffisance qualitative et quantitative de la formation des enseignants qui affecte l'excellence de l'enseignement et qui rend délicat *les face à face internationaux*.

Ainsi, après près de cinquante ans d'investissements dans l'enseignement supérieur qui ont permis d'éliminer les disparités entre les sexes et les régions, la Tunisie fait face, comme d'autres pays africains, à de nouveaux défis posés par la mondialisation et le rôle de plus en plus important du savoir dans le processus de développement. En effet, la rapidité des changements technologiques dans le monde d'aujourd'hui nécessite l'apprentissage de nouvelles compétences et expertises qui se sont avérées nécessaires dans un environnement hautement concurrentiel, à savoir les techniques de communication, les langues étrangères et autres.

Tableau 3 : Distribution des étudiants selon les filières et les cycles (2007)

Filière	Nombre	%
Sciences exactes	64973	18.4
Agronomie	8414	2.4
Ingénieurs et techniciens	89675	25.8
Sciences sociales	18039	5
Droit	20331	5.8
Sciences humaines	55790	15.8
Santé	18896	5.4
Gestion et économie	74710	21.2
Total	350828	100

Source : Selon BEPP- MESRST- 2007- Tunis

En réalité, avec la progression considérable des effectifs, correspond une diversification sans précédent des filières et des disciplines, suite aux différentes réformes qui se sont succédées. Le débat sur la nécessaire adaptation des formations universitaires aux besoins des entreprises (ou accessoirement à ceux du marché de l'emploi) a pris une ampleur particulière depuis le début des années 1990 et a été à l'origine de l'augmentation du nombre des inscrits dans certaines spécialités (biologie, informatique, multimédias, communications, etc.). De nombreuses disciplines nouvelles sont reconnues et d'autres se dissocient de leur discipline d'origine. En effet, le souci de l'employabilité, qui s'amplifie de jour en jour, a exigé un changement de philosophie tournée vers la professionnalisation de l'enseignement supérieur.

Avec cette nouvelle réalité, les universités tunisiennes, qui étaient spécialisées jusqu'au début des années 1980 (lettres et sciences humaines, droit et économie, sciences techniques et médecine...), sont devenues généralistes sous l'effet de la croissance des effectifs étudiants.

Certaines institutions se distinguent par leur niveau social de recrutement particulièrement élevé. On trouve respectivement : l'institut préparatoire des études scientifiques et technologiques, les facultés de médecine, les instituts des beaux-arts et l'architecture. Une enquête effectuée à la faculté de médecine en 2002-2003 fait ressortir que 45 pour cent d'étudiants proviennent des catégories sociales supérieures, et seulement 12 pour cent sont d'origine ouvrière. L'excellence en matière de formation universitaire se mesure difficilement. Cependant, il existe quelques établissements pilotes implantés essentiellement dans la capitale, Tunis. Les critères en sont approximatifs et toujours contestables. La culture de l'excellence n'est pas encore diffusée dans les régions.

L'adoption depuis 2005 du système LMD (Licence-Mastère- Doctorat) et la réforme lancée en septembre 2006 pour sa mise en place a généré également la création de nouvelles sections et filières d'enseignement, répondant aux besoins de l'économie nationale et aux désirs d'orientation des étudiants, tout en réalisant la convergence avec l'enseignement universitaire dans d'autres pays, notamment ceux de l'Union Européenne. Aujourd'hui, ce système est pris en compte dans la réorganisation des cursus universitaires. La nouvelle année universitaire 2008/2009 connaîtra l'adhésion de tous les établissements universitaires au système LMD. La réforme « *prend les allures d'une véritable révolution copernicienne* », écrivait un journal de la place.

Le secteur de l'enseignement supérieur privé, marginalisé jusqu'à 2000, se développe difficilement et timidement d'une année à une autre. Une

nouvelle loi promulguée le 4 août 2008 donne beaucoup d'importance à l'organisation des établissements privés, y compris l'augmentation du capital et la participation étrangère. Sur les trente deux établissements, vingt sont implantés à Tunis, six à Sousse, quatre à Sfax et un à Nabeul et Kairouan. Ils offrent des formations dans plusieurs domaines (commerce, économie et gestion, informatique, architecture, langues, multimédias, sciences infirmières et paramédicales) pour plus de 9 000 étudiants dont plus du tiers vient d'Afrique subsaharienne et du Maghreb.

Aménagements universitaires et mutations urbaines

La mission sociale de l'université dépend également de la solution apportée à la relation de contradiction et de dépendance entre son efficacité interne et son efficacité externe. Le fait que 36 pour cent d'une classe d'âge accède à l'université pose d'une façon radicalement différente aussi bien la question de la relation entre l'université et l'ensemble de la société que celle de la gestion de ses coûts (Ben Kahla 2000). L'efficacité devrait alors être examinée en évitant de dissocier l'université du reste de la société et en réfléchissant à l'articulation et au « co-développement » de ces deux entités.

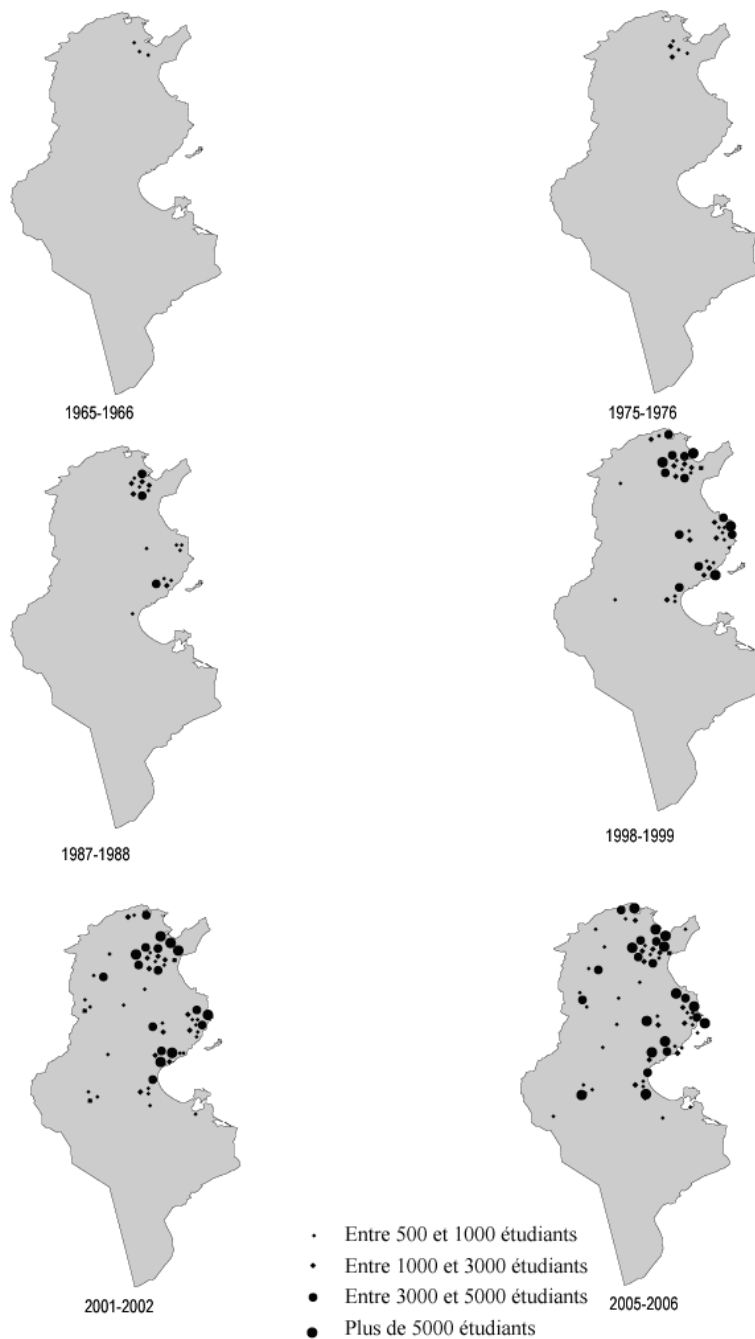
La relation des universités tunisiennes avec le territoire et la collectivité se caractérise au premier chef et jusqu'au début des années 1970 par leur concentration au centre-ville et des déséquilibres dans l'offre spatiale de l'enseignement supérieur entre la capitale et les régions, d'une part, et entre celles-ci, d'autre part.

L'histoire des universités en Tunisie montre que jusqu'à la fin des années 1980, le territoire universitaire se répartit fort inégalement, entre six universités, dont quatre à Tunis et deux à Sfax et Sousse. Aux cours des années qui ont suivi, sept autres nouvelles fondations ont été créées dans de nouveaux sites, démontrant une certaine volonté de décentraliser le système universitaire.

L'augmentation massive des effectifs étudiants est à l'origine de l'évolution des territoires universitaires. L'importance et les rôles nouveaux de l'université dans la société tunisienne sont mis en évidence par l'accroissement considérable des textes de lois sur l'enseignement supérieur à partir de 1988. Le mode d'organisation des enseignements, les méthodes pédagogiques, les choix des formations, les matières enseignées changent pour une ouverture plus grande sur la vie sociale. C'est dans ce contexte caractérisé par une très profonde mutation que naît le nouveau modèle de répartition des espaces universitaires dans le territoire tunisien.

Il existe trois raisons principales communes à cette nouvelle réalité.

Evolution des implantations universitaires en Tunisie de 1965 à 2005



En premier lieu, l'enseignement supérieur se transforme en service de proximité, dans la foulée d'un ensemble d'évolutions caractérisé essentiellement par la volonté de l'Etat de ramener 70 pour cent d'une génération au niveau baccalauréat et la nécessité d'élever la qualification pour lutter contre le chômage des jeunes.

En second lieu, l'asphyxie des universités mères face à la montée des effectifs contribue à favoriser cette dissémination.

En troisième lieu, les étudiants soumis aux dures lois des trajets interminables ville-campus-résidence consacrent peu de temps à leurs travaux de recherche universitaire.

Ainsi, le territoire universitaire commence à connaître une certaine modification à partir du début des années 1990 qui entend harmoniser et consolider un véritable système d'enseignement universitaire. Ce sont d'abord les petites villes et surtout les chefs-lieux des gouvernorats du Sud et de l'Ouest qui entendent bénéficier de ce privilège. Les effectifs étudiants se développent d'une manière vertigineuse et l'espace universitaire, en conséquence, connaît depuis une nouvelle forme d'organisation de son territoire: « le campus » a été affecté également par ce changement. La vague de délocalisation et de construction de la fin des années 1990 s'est traduite dans l'espace par la construction des campus inspirée du modèle anglo-saxon, avec un croisement des lieux d'enseignement et d'équipements. Les anciens espaces universitaires hérités des années 1960 et 1970, qui sont restés immuables jusqu'au début des années 1990, sont devenus un enjeu d'aménagement du territoire. Il faut dire que la volonté de l'Etat visant à décentraliser l'université et à promouvoir des pôles universitaires dans les régions s'est peu intéressée au choix d'implantation. Le ministère de l'enseignement supérieur a introduit en 1990 le concept de carte universitaire, précisément au moment où les constructions universitaires se multipliaient. Cela est, à vrai dire, la cause d'un regain d'intérêt pour la dimension universitaire de l'aménagement du territoire.

La localisation déséquilibrée des implantations universitaires au profit des zones côtières, et plus particulièrement celles de Tunis et du Centre-Est, est revue avec l'instauration de la carte universitaire. Une nouvelle répartition a vu le jour au profit des régions du Nord-Ouest, du Centre-Ouest et du Sud, qui bénéficieront de ce grand équipement structurant qu'est l'université. En outre, en appuyant la création d'universités nouvelles, en vue d'un rééquilibrage territorial, le programme de création de nouveaux pôles régionaux suscite de nouvelles disparités. Si ces nouvelles institutions sont actuellement en phase de montée en charge, les objectifs tournent dans les

cinq dernières années autour de 25.000 étudiants supplémentaires par an pour des espaces qui se densifient d'une année à l'autre. Sous la pression de l'urgence et de la nécessité d'intervenir rapidement, le desserrement de l'enseignement universitaire s'est effectué au bénéfice des villes moyennes pour accueillir les milliers d'étudiants supplémentaires, la plupart du temps loin des centres des villes, pour de multiples raisons (foncier insuffisant, mauvaise réputation des étudiants...).

Il faut dire que la volonté de l'Etat, qui s'est attribué le monopole en matière de production d'espaces universitaires, de décentraliser l'université et de promouvoir des pôles universitaires dans les régions, s'est faite à la hâte. Beaucoup de projets sont en effet marqués par le caractère unilatéral des décisions de l'Etat qui a souvent choisi seul, avec très peu de concertation, les lieux et les conditions d'implantation.

Actuellement en Tunisie, les politiques de développement local placent beaucoup d'espoir dans la création, au sein des petites villes de nouvelles universités, supposées être des ferments d'activités scientifiques et économiques, d'urbanité et de civilité (Merlin 1998).

Parmi les 190 établissements universitaires que compte l'enseignement supérieur durant l'année universitaire 2007/2008, 71 sont situés dans des petites ou moyennes villes, dont 19 établissements appartenant aux villes des régions du Sud ou de l'Ouest. En effet, le développement remarquable des effectifs et des espaces universitaires, qui est dû aux grands bouleversements sociaux et économiques amorcés depuis la fin des années 1980, a généré de nouvelles conceptions des espaces de l'enseignement supérieur et des modes de vie étudiants.

Tableau 4 : Taille et nombre des établissements universitaires tunisiens

Population étudiante	Moins de 3000	Entre 3000 et 5000	Entre 5000 et 10000	Plus de 10000
Nombre d'institutions	158	18	12	2

Source : Selon BEPP- MESRST- 2007- Tunis

Le choix de l'université de masse a des conséquences sur l'aménagement des constructions universitaires. L'évolution des territoires universitaires dans les vingt dernières années est synonyme d'une nouvelle rationalité territoriale dans la répartition des sites universitaires à l'échelle nationale.

Penser l'université comme agent de développement local ?

De restructurations internes en agrandissements, jusqu'au regroupement dans des campus à l'extérieur de la ville, la décision est finalement de trouver des terrains suffisamment grands pour permettre aux universités de se développer suivant leurs propres besoins. Les terrains dont la situation géographique est excentrée, en périphérie des villes, offrent cette possibilité. Ainsi, l'espace universitaire, qui, depuis deux décennies, connaît une nouvelle répartition dans le territoire national, commence à se déplacer vers les banlieues où le modèle d'implantation le plus utilisé est le « campus », comme c'est le cas dans des villes comme Jendouba, Gafsa, Mahdia, Menzel Abderrahmane, Sidi Bouzid... Bien que ses fonctions soient de fournir des diplômés aux marchés de l'emploi, l'université est appelée aussi, dans un pays en développement comme la Tunisie, à jouer d'autres rôles socioculturels et à devenir un enjeu dans la stratégie des villes et des régions.

Cependant, ces dernières années, la représentation territoriale de l'espace universitaire tunisien commence à soulever de nombreux débats. L'implantation de cet espace, sa forme urbaine, son échelle spatiale, ses hiérarchies fonctionnelles et même son expression architecturale (souvent ignorées dans les projets d'aménagement de la ville) sont des paramètres qui se conjuguent pour exprimer et refléter cette représentation.

D'autre part, l'installation des échelons universitaires, revendiqués dans les régions par les collectivités locales dans le but d'attirer les entreprises, d'offrir une main-d'œuvre qualifiée et de contribuer à l'animation et à l'image de la ville, reflète bien les termes d'un questionnement qui paraît de plus en plus d'actualité: la fonction urbaine de l'espace universitaire dans les villes tunisiennes occupe-t-elle aujourd'hui une place comparable à celle des autres activités majeures de la ville (tertiaire, culturel, etc.) ?

La question paraît prématurée vu le jeune âge de certains campus universitaires, notamment ceux implantés dans les villes petites et moyennes et qui ne fonctionnent pas encore à plein régime. Mais dans certains sites des grandes villes, l'université entretient avec la ville des relations spécifiques. Parfois insérée dans des stratégies d'aménagement urbain, elle devient un quartier et un centre d'intérêt dans l'agglomération. Les campus de Manouba et de Tunis accueillent actuellement environ 30 000 étudiants chacun. Dans les toutes prochaines années, d'autres nouveaux sites universitaires qui ont adopté le modèle du « campus » vont probablement atteindre ce chiffre. C'est-à-dire de vrais centres urbains universitaires dont la population est équivalente à celle d'une ville tunisienne moyenne.

Dans beaucoup de villes tunisiennes, le taux des étudiants par rapport à la population urbaine atteint actuellement des niveaux appréciables, alors que le nombre des étudiants croît à un rythme beaucoup plus élevé que celui de la population (les taux de croissance de la population varient entre 1.2 à 3.5 pour cent et les taux de croissance les plus pessimistes des effectifs étudiants dans les années à venir dépassent 10 pour cent).

Ville	Population urbaine	Population étudiante	% de la population étudiante
Monastir	81294	18007	22.2
Jendouba	43997	8369	19.1
Nabeul	56387	9019	16
Sousse	204709	32373	15.8
Sfax	285616	43972	15.4
Mahdia	54902	6747	12.3
Gabes	130475	18543	11.8
Kef	45191	5079	11.3
Gafsa	114293	11924	10.5
Bizerte	89943	9330	10.4
Kairouan	117993	11151	9.5
Tunis	1741531	138978	8

Source : BEPP-MESRST 2006/2007 et INS 2004.

Avec cette nouvelle tendance d'aménagement et d'occupation du sol dans la création des campus sur tout le territoire tunisien, l'espace universitaire commence à s'imposer en tant qu'équipement structurant de l'espace urbain et apparaît même dans les documents d'urbanisme (exemple, ceux du Grand Tunis et de Tozeur). Les urbanistes ont vraisemblablement tenu compte de cette nouvelle composante pour organiser un développement cohérent de l'espace urbain. Cependant, le choix de la solution périphérique dans l'implantation de l'université dans les petites villes peut être discutable. L'impact direct de cet équipement et son rayonnement sur le reste de la ville dépendra essentiellement d'une certaine proximité, compte tenu des difficultés de déplacements quotidiens des différents usagers de l'université.

Par son importance, l'université est incontestablement, pour ces villes comme pour sa région, un facteur économique. Dans la ville de Jendouba, l'université emploie plus de 500 enseignants et plusieurs centaines d'employés administratifs et techniques. Au Kef, elle a créée 633 emplois entre enseignants et autres jusqu'en 2007. L'évolution économique et sociale dans l'agglomération de Gafsa, au cours des dernières années, est largement redevable à l'université, qui a quelque peu compensé le recul des activités minières et la faiblesse des autres activités, notamment industrielles. La présence de huit établissements universitaires a permis de créer une certaine dynamique économique, culturelle et sociale. Hormis la fixation des étudiants originaires de la région de Gafsa, les flux des étudiants qui s'élèvent à près de 12 000 étudiants en 2006/2007 et qui représentent une proportion non négligeable, soit 10,5 pour cent de la population urbaine de la ville, ont été à l'origine d'une dynamisation du secteur privé et des petits métiers.

Dans ces petites villes, l'université occupe actuellement la première place en matière de création d'emplois directs. Sans compter les sources d'emplois créés indirectement par l'existence de ces établissements universitaires dans les villes, l'université se place actuellement dans ce domaine au niveau des plus grandes entreprises de la région, et les salaires qu'elle distribue sont supérieurs à ceux des établissements industriels ou touristiques. Bien qu'elle soit encore jeune, l'université a provoqué dans ces villes une dynamique économique par la création d'un certain nombre de marchés commerciaux, principalement pour l'approvisionnement des restaurants universitaires qui desservent plus de 3 203 repas par jour en période scolaire à Mahdia, 2 318 repas/jour à Jendouba, 1 702 repas/jour au Kef, 2 627 repas/jour à Nabeul et 1 382 à Médenine. Dans la grande ville de Sfax, le nombre de repas servis par jour (qui est de 11 143) est supérieur à celui qui est servi par toutes les installations touristiques réunies de la ville, sans oublier les marchés générés par le besoin en fournitures scolaires et autres besoins pour les établissements d'enseignement et d'œuvre universitaire. L'image des relations entre ville et université n'est pas aussi claire et consensuelle que les discours officiels semblent le laisser penser, suite à l'absence de partenariat entre acteurs territoriaux et responsables universitaires. Cependant, des systèmes locaux d'enseignement supérieur ont émergé dans un contexte précis et spatialisé, où de nouvelles formations sont créées, et les enjeux qui en découlent sont au fondement de relations nouvelles et spécifiques qui se construisent entre les différents acteurs impliqués.

Les enjeux des technopôles et « l'investissement dans la connaissance »

La stratégie d'investissement dans le savoir, qui a ramené l'enveloppe budgétaire consacrée à la recherche de 1 pour cent à 1,25 pour cent du PIB en 2009, notamment par la création de plusieurs pôles technologiques, nécessite encore des efforts de la part des partenaires privés. La réflexion sur les répercussions qu'aura une internationalisation croissante des échanges commerciaux, intellectuels et universitaires sur le système tunisien d'enseignement supérieur dans un contexte de globalisation a abouti à entreprendre depuis le début 2000 une politique de renforcement des infrastructures des grandes villes pour leur permettre une insertion dans l'économie mondiale et faire face aux problèmes de chômage. Ces circonstances influèrent sur l'université et provoquèrent l'instauration de partenariats. Toutefois, l'Etat tunisien finance presque 100 pour cent des dépenses en sciences et technologie. Avec les programmes d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement, les décideurs politiques espèrent une bonne attractivité des investisseurs internationaux. Le réseau de technopôles qui est en train de se développer actuellement devrait compter, d'ici à la fin du onzième plan en 2011, douze technopôles répartis sur tout le territoire, chacun dans une spécialité, selon la région dans laquelle il est implanté. Ainsi, les premiers projets de technopôles ont émergé dans une stratégie de développement local et d'« économie de la connaissance ». Cependant, pour promouvoir et accélérer l'innovation, il est nécessaire de faire le lien entre les entreprises, les universités et les centres de recherche. Actuellement, on compte six technopôles dans des villes côtières: d'El Ghazala, Borj Cédria, Sidi Thabet, Sfax, Bizerte et Monastir. Trois autres technopôles ont été décidés à Jendouba, Gafsa et Médenine. Réellement et mis à part celle de Tunis El Ghazala, où peu d'activités ont été réalisées. Un pôle comme celui d'El Ghazala, créé en 2000 sur un site de soixante hectares dans le gouvernorat de l'Ariana, a déjà atteint une taille importante avec une trentaine d'entreprises tunisiennes et six entreprises internationales. Ce technopôle offre aux entreprises des incitatifs à l'innovation dans le domaine des technologies de l'information et des communications. L'implantation à El Ghazala avait conduit, pour plus de 40 pour cent de ces entreprises, à l'élaboration d'au moins deux nouveaux produits au cours des cinq années précédentes, et 46 pour cent avaient des demandes de brevet en instance. Enfin, 53 pour cent avaient attiré des capitaux étrangers.

Conclusion

Le système universitaire en Tunisie a connu, en l'espace d'une quinzaine d'années, des changements importants qui sont toujours en cours. Ce changement transparaît dans la réorganisation spatiale, dans les réformes de contenu et la formation de réseaux d'établissements. Ici comme ailleurs, l'enseignement supérieur va donc non seulement devoir continuer à satisfaire les exigences d'utilité socioéconomique, mais aussi à faire face aux impératifs dictés par les défis de la démocratisation, de la société du savoir et d'un monde régi par le marché. C'est à travers l'implication des acteurs locaux que se joue la question de la territorialisation d'un équipement dont le fonctionnement et les objectifs sont traditionnellement du ressort de l'Etat central. Les collectivités locales qui ne sont pas bien dotées en matière de responsabilité se retrouvent souvent reléguées, dans le processus décisionnel, au rang d'observateur. Et si l'Etat engage une réflexion, elles sont sommées de s'impliquer. Ces réformes permettront-elles à l'université tunisienne d'accéder, en matière d'enseignement universitaire et de fonctionnement, à un statut spécifique et adapté à son environnement local ? Peut-elle enfin s'ouvrir à l'université locale ?

Références

- Belajouza M. et Noureddine, R.M., 1999, *Les étudiants, leurs études et leur vie*, Tunis: Ministère de l'Enseignement supérieur, CPU, 159 p.
- Ben Kahla, K., 2000, La « crise de l'université tunisienne au crible de la Banque mondiale : analyse d'une rhétorique opportuniste », in *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs: parcours migratoires et trajectoires d'insertion*, ouvrage collectif coordonné par Vincent Geisser, pp.154- 178, éditions du CNRS.
- Dhaher, N., 2003, « L'université dans la ville, quel cadre spatial ? », in *Archibat*, n°6, pp.80-83.
- Dhaher, N., 2005, *Université, ville et urbanité : le cas du Grand Tunis*. Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Tunis: Université 7 Novembre à Carthage, 423 p.
- Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique et de la technologie en Tunisie, 2007, *L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en chiffres*, Tunis: Editions BEPP, 129 p.
- Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique et de la technologie en Tunisie, 2008, *Indicateurs et comparaisons internationales*, Tunis: Editions BEPP, 127 p.

- Merlin, P., 1995, *L'urbanisme universitaire en France et à l'étranger*, Paris : Presses de l'ENPC, 416 p.
- Merlin, P., 1993, *L'urbanisme universitaire à l'étranger*, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, octobre, 84 p.
- Taamallah, K., 1987, 'L'enseignement supérieur en Tunisie: inégalité et reproduction sociale', *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, CERES.
- Siino, F., 1992, *Sciences et pouvoir dans la Tunisie contemporaine*, France : Editions Karthala, 403 p.
- UNESCO, 2003, *Recueil de données mondiales sur l'éducation : Statistiques comparées sur l'éducation dans le monde*, Canada, Institut de Statistique, Montréal, 127 p.
- Zghal, R., 2006, « *Un équilibre instable entre le quantitatif et le qualitatif. L'enseignement supérieur en Tunisie* », *Revue Internationale d'Education*, Sèvres n°45, Presses de l'Université du Québec.